

DOSSIER

D^r MOURAD PREURE. *Expert pétrolier international et directeur de MP Strategy Consulting*

«La cartellisation du marché gazier est prématurée»

Propos recueillis par Ali Titouche

Une conférence sur le GNL16 se tiendra à Oran du 18 au 21 avril à Oran, elle sera précédée par la réunion des pays producteurs de gaz. L'entrevue paraît importante pour l'Algérie...

Je vois cette rencontre comme une bonne opportunité pour mettre en avant notre excellence dans le management de la chaîne gaz depuis les gisements jusqu'aux installations de liquéfaction, mais aussi dans les gazoducs transcontinentaux rejoignant les marchés européens, deux domaines dans lesquels nous sommes de véritables pionniers, il faut le dire. Le GNL en lui-même ne représente que quelque 28% du commerce mondial du gaz naturel, mais il est aujourd'hui le moteur de changements structurels qui vont profondément affecter le développement futur de cette industrie. L'arrivée d'importants volumes de GNL sur le marché se conjugue avec la révolution technologique qui a permis la production des gaz de schiste aux Etats-Unis, ce qui, avec un fléchissement exceptionnel de la demande, le premier depuis 1945, a provoqué un effet de ciseau extrêmement violent dont l'effet direct est une bulle gazière qui mettra au moins cinq années pour se résorber. Et le GNL est le facteur qui accélère la diffusion de cette bulle gazière sur le bassin atlantique qui devient zone d'arbitrage et qui accentue aussi le rôle des marchés spots en conséquence. Donc, en effet, parler aujourd'hui du GNL, c'est traiter obligatoirement en profondeur de la grave crise que traverse l'industrie gazière.

Les enjeux futurs du gaz sont importants. Pensez-vous que le rendez-vous d'Oran pourrait conduire à une réflexion autour d'un mécanisme de concertation et d'influence, à l'image de l'OPEP ?

En effet, les enjeux sont importants. La réalité aujourd'hui est que comme dans chaque période de grande mutation, il y a un moment d'accroissement de la complexité où les jeux d'acteurs sont chaotiques, puis vient l'heure des deals qui permet l'instauration d'un ordre nouveau qui est lui-même l'expression d'un nouveau rapport de force. L'industrie pétrolière est coutumière de cette évolution discontinue où les



Mourad Preure

crises sont les accoucheuses des nouveaux équilibres en gestation. Aujourd'hui, nous avons un marché spot (encore minoritaire) qui fonctionne selon le principe d'une concurrence gaz-gaz stricte avec des mécanismes spéculatifs d'arbitrage et de couverture contre le risque prix. Nous avons un vieux ordre qui survit et qui est représenté par les contrats à long terme avec clause de take or pay.

Ce système a permis à l'industrie gazière de se construire et il perdure dans les zones non auto-suffisantes comme l'Europe et le bassin Pacifique. Il permet une répartition des risques entre producteur (risque volume) et client (risque marché). Aujourd'hui, nous avons une coexistence en Europe (dont la dépendance gazière est de 55% et qui sera de 80% en 2030) de transactions de court et de long termes sur le même marché.

Comme vous le savez, les transactions spot qui sont tirées par le GNL (dont les surcapacités au niveau mondial sont de 100 Gm³, soit le quart des capacités installées), ont provoqué une chute des prix, alors que les transactions de long terme indexées sur le pétrole ont vu les prix orientés à la hausse en même temps que ce dernier. Le prix dans les contrats atteint le double des prix spots, situation intenable dans la durée. Ce qui complique les choses est, comme je l'ai dit, que chaque acteur joue son propre jeu. La Russie,

qui a baissé sa production de 16,7% en 2009 (absorbant un peu la baisse de la demande européenne qui a été de 7,5%), a vu ses parts de marché entamées par le Qatar et la Norvège. Aujourd'hui, elle veut récupérer ses parts de marché et le fait en proposant de vendre de 10 à 15% de ses ventes sur la base des prix spot, cela avec une souplesse inédite dans les clauses de take or pay. Le Qatar, qui a beaucoup investi pour valoriser ses importantes ressources gazières, est devenu un acteur de premier plan dans le GNL et qui veut prendre résolument pied dans le marché européen. Dans ce contexte, la question de la cartellisation du marché gazier à l'image du marché pétrolier me semble prématurée. Je ne vois pas Russes ou Qataris y songer sérieusement, quels que soient les discours qu'ils peuvent tactiquement afficher.

Faudrait-il penser à un prix juste du GNL, puisque, actuellement, les prix du gaz demeurent très bas ?

La demande gazière est tirée par la génération électrique et, objectivement, le prix du gaz est de plus en plus lié au prix du kilowattheure dans des marchés fortement interconnectés (autant pour les infrastructures gazières qu'électriques). D'autre part, la consommation de fuels dans la génération électrique tend à se réduire au profit d'autres sources. Ainsi, les processus de déréglementation à l'œuvre depuis les années 80 aux Etats-Unis et 90 en Europe, conjugués aux mutations actuelles de l'industrie gazière, donnent une signification particulière à la concurrence gaz-gaz. Je crois que l'industrie du gaz est à la recherche d'un nouveau modèle économique. Ce modèle doit prendre en compte le rapport offre/demande classique, mais ne doit pas compromettre la mise en place de capacités pour faire face à la demande future. Faute de quoi, nous pouvons avoir un choc d'offre dans le futur. Une correction brutale est d'ailleurs attendue dès 2015 du fait du report d'importants projets, dont le projet russe de Shokman en mer de Barents.

Quel sera d'après vous l'enjeu futur de l'Algérie en tant que fournisseur important de l'Union européenne en gaz et quelle pourrait être sa stratégie gazière dans l'avenir ?

L'Algérie a des capacités limitées, les ré-

serves sont de 4.5 trillions de m³ (Tcm), selon des publications statistiques de référence contre 43 Tcm en Russie et 76 Tcm au Moyen-Orient. Le Qatar possède 25.5 Tcm et l'Iran près de 30. On parle de 35 Tcm de gaz non conventionnels aux Etats-Unis. L'Algérie, source la plus proche du marché européen, a, cependant, par rapport à tous ces pays, une expérience et une expertise uniques dans la chaîne gaz, particulièrement dans le GNL. Si je suis inquiet de toutes ces restructurations en cours, je suis aussi très optimiste, pour autant que nous considérons ces formidables volumes non plus comme une menace sur notre marché naturel, l'Europe (auquel cas nous perdrons à coup sûr), mais comme une opportunité. Il faut, en effet, opérer un véritable renversement de perspective stratégique et nous affirmer comme acteur en construisant des partenariats d'intégration croisée qui nous ouvriraient l'aval gazier européen et la génération électrique, en même temps qu'ils impliqueraient nos partenaires et clients dans le risque et l'effort amont. Je pense, pour cela, qu'il faut donner une impulsion décisive à Sonatrach en engageant un puissant processus de modernisation, pour mettre ses modes d'organisation et de management aux normes du métier.

Pensez-vous que le scandale qui a écla-boussé Sonatrach a vraiment terni l'image de l'entreprise à l'international. L'Algérie, pays organisateur de la conférence sur le GNL et le FPEG, sera-t-elle dans une position de faiblesse ?

Non, je ne le pense pas. Vous savez, les pétroliers sont des gens qui savent relativiser et faire la part de ce qui est important et de ce qui est accessoire. Ce que vous appelez le scandale de Sonatrach est un accident qui peut survenir dans n'importe quelle compagnie, et il en est survenu de beaucoup plus graves, croyez-moi, dans les plus prestigieuses sans que cela ne prète à conséquence.

La source algérienne peut se flatter de n'avoir jamais connu aucune rupture d'approvisionnement, contrairement à la source gazière russe, par exemple, qui a interrompu ses livraisons en janvier 2009 pendant 13 jours.

Je ne pense pas un seul instant que l'image de Sonatrach puisse être affectée dans la durée par ce malheureux incident. **A. T.**

POURQUOI LE GAZ N'EST PAS À SON JUSTE PRIX ?

Les prix du gaz connaissent ces derniers mois un fléchissement important sur certains marchés, notamment américain, même si la consommation mondiale est de tendance ascendante. Théoriquement, le prix du gaz est indexé sur le pétrole, ce qui induit, mathématiquement, un prix du gaz supérieur à 11 dollars/mbtu (million d'unités thermales britanniques, soit 27,6 m³) puisque le pétrole est actuellement à

82 dollars/baril. A la fin de la semaine écoulée, les prix du pétrole ont évolué sur les marchés internationaux et tournaient autour de 85 dollars/baril. Ainsi, le prix du gaz, qui s'établit actuellement entre 4 et 5 dollars, devrait être supérieur ou au moins égal à 12 dollars. Le prix de cession du gaz est en moyenne équivalent au dixième de celui du pétrole. Les investissements importants et lourds de l'industrie du gaz ne sont pas pris en compte dans le calcul du prix.

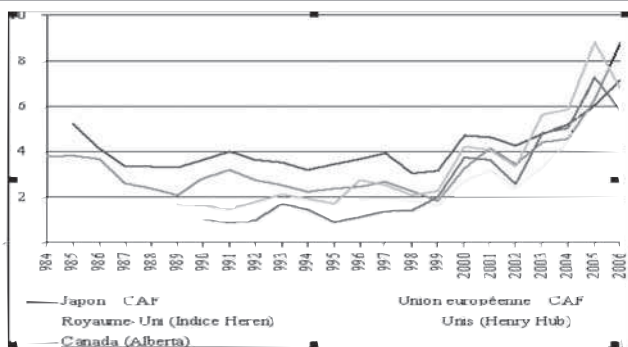
En règle générale, les contrats de gaz sont à long terme et les prix sont fixés à l'avance par une mathématique connue. Cependant, le marché spot a pris le dessus, régi par des mécanismes spéculatifs d'arbitrage et de couverture contre le risque-prix. C'est-à-dire que le prix est fixé par la rumeur. Les prix du gaz, qui sont manifestement en deçà des attentes des

pays producteurs, sont à l'origine des appréhensions manifestées par les Etats disposant de réserves gazières, d'où les conciliabules destinés à trouver un mécanisme permettant d'aller vers un juste tarif. C'est d'ailleurs l'une des questions qui seront débattues à l'occasion du Forum des pays producteurs de gaz (FPEG) et la conférence internationale sur le gaz naturel liquéfié, GNL16, deux rendez-vous qui se tiendront à partir de demain à Oran.

Si les prix s'avèrent trop bas en pleine saison hivernale, qu'en sera-t-il en été ? La question mérite d'être posée, notamment pour un pays à vocation gazière comme l'Algérie. Le gaz brut (GN) et GNL) représente environ un tiers de la valeur en devises des exportations algériennes et représentera beaucoup plus à l'avenir.

Ali Titouche

Prix internationaux du Gaz naturel, (USD/millions BTU), 1985 - 2006



Source : BP Amoco, Statistical Review of World Energy, 2007
Note: le prix CAF Japon est pour le LNG